



RAPPORT FINANCIER AU 30 JUIN 2013

Sommaire

1. RAPPORT D'ACTIVITE AU 30 JUIN 2013	3
2. COMPTES CONSOLIDES SELON LES NORMES IFRS AU 30 JUIN 2013	6
3. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE ..	24
4. ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	27

RAPPORT D'ACTIVITE AU 30 JUIN 2013

1. ACTIVITÉ ET RÉSULTAT DE LA SOCIÉTÉ

Activité : croissance de +23% du chiffre d'affaires

S1 2013 : Croissance soutenue en Asie-Pacifique

Par activité : croissance équilibrée des ventes en Clinique et Pré-clinique

Mauna Kea Technologies affiche sur le semestre un chiffre d'affaires en hausse de +23% à 4 320 K€ par rapport au même semestre l'année dernière, avec une croissance équilibrée des ventes en Clinique et en Pré-clinique par rapport au S1 2012, progressant respectivement de +20% et de +34% à 3 438 K€ et 882K€.

Par produit et par nature : adoption croissante de la technologie par les praticiens

Sur le semestre, les ventes de consommables, indicateur clé de l'adoption du Cellvizio par les praticiens, ont augmenté de +31% à 1 110 K€ au S1 2013, contre une hausse des ventes de Cellvizio de +20% à 2 941 K€. La vente de Services a également progressé de +20% à 268 K€.

Au 1^{er} semestre 2013, Mauna Kea Technologies a vendu 35 systèmes (vs. 24 au S1 2012) pour une variation nette de la base installée de +32 systèmes et 290 sondes (vs. 188 au S1 2012).

Par zone géographique : ventes en zone Asie-Pacifique multipliées par 2,5

La zone APAC, dont les ventes ont bénéficié de l'accord de commercialisation en Chine et du partenariat de développement avec Fujifilm, sont multipliées par près de 2,5 par rapport au S1 2012 (+147%). La zone Amériques, tenant compte du ralentissement constaté au trimestre précédent, affiche une légère progression de +1% et la zone EMEA demeure stable. Au 30 juin 2013, les zones Amériques, APAC et EMEA représentent respectivement 49%, 30% et 21% des ventes du semestre.

Au 30 juin 2013, Mauna Kea technologies dispose d'un parc de 315 Cellvizio à travers le monde dont 211 au sein d'établissements de soins et 104 au sein de centres de recherche préclinique.

A la fin de ce semestre, 112 Cellvizio étaient installés en Amérique du Nord dont 104 aux Etats-Unis, 150 en zone EMEA (Europe, Moyen-Orient et Afrique), 51 en zone APAC (Asie-Pacifique) et 2 en Amérique Latine.

Résultat opérationnel en légère amélioration par rapport au 30 juin 2012

Les charges opérationnelles se stabilisent pour s'établir à 11 191 K€ sur les 6 premiers mois de l'année contre 11 111 K€ au premier semestre 2012. Le taux de marge brute s'établit à 71% au 30 juin 2013 contre 68% un an plus tôt.

Les Ventes et le Marketing, premier poste de dépenses de la Société, représentent 52% de la totalité des charges opérationnelles du premier semestre 2013. Par ailleurs, les dépenses en Recherche et Développement ont progressé de +43% sur le semestre, la société ayant maintenu ses efforts en matière d'innovation.

Les autres revenus s'établissent à 271 K€ sur le semestre, contre 719 K€ à la même époque l'année dernière. Cette baisse s'explique par une diminution du crédit impôt recherche lié à l'encaissement au cours du semestre de l'avance remboursable pour le projet Persée pour un montant de 685 K€.

Le résultat net du Groupe s'établit à -6 612 K€ au 30 juin 2013 contre -6 940 K€ au 30 juin 2012.

Au cours de ce semestre, Mauna Kea Technologies a réduit sa consommation de trésorerie à 6,1 M€ contre 7,9M€ un an plus tôt, pour une trésorerie disponible ressortant à 31,5 M€ à l'issue du semestre, contre 37,6 M€ au 31 décembre 2012.

L'effectif de Mauna Kea Technologies s'élève à 113 collaborateurs au 30 juin 2013 contre 107 collaborateurs au 30 juin 2012.

2. SITUATION ET FAITS MARQUANTS

Le remboursement dans les hôpitaux de jour aux Etats-Unis.

En Janvier 2013, les procédures d'endoscopie par Cellvizio dans les voies hautes de l'appareil digestif ont été ajoutées à la liste des examens réalisables au sein des ASC (Ambulatory Surgical Center) aux Etats-Unis. Ces centres, spécialisés dans la prise en charge ambulatoire des malades et dans la réalisation d'examen légers, sont dotés des technologies médicales les plus avancées et offrent aux patients un service de soin aussi rapide qu'efficace, ces derniers retournant à leurs domiciles le soir-même. L'attribution d'un tarif de remboursement de 520 dollars par les autorités de santé américaines (Medicare et Medicaid) concerne les procédures visées par les codes de remboursement CPT® de catégorie I déjà créés pour l'utilisation du Cellvizio dans les hôpitaux et cliniques, et tarifés à hauteur de 927 dollars entrés en vigueur au 1er janvier 2013.

Plus de 5000 ASC existent aux Etats-Unis. Chacun d'entre eux réalise en moyenne près de 3700 procédures d'endoscopie digestive par an, soit un total d'environ 18 millions de procédures, représentant 24% de l'ensemble des procédures pratiquées dans ce type de structure.

Autorisation de commercialisation aux Etats-Unis de la minisonde AQ-Flex™ 19 lors de procédures de ponction par aiguilles

En avril 2013, le groupe a obtenu auprès de la Food and Drug Administration (FDA) aux Etats-Unis l'autorisation réglementaire pour la commercialisation de la minisonde AQ-Flex™ 19. Cette minisonde, déjà commercialisée en Europe suite à l'obtention du marquage CE, permet la réalisation de biopsies optiques en temps réel au cours de procédures de cytoponction à l'aiguille fine sous échographie dans le tube digestif. Il s'agit de la 6^{ème} autorisation de commercialisation obtenue aux Etats-Unis pour le Cellvizio ou l'une de ses sondes dédiées.

3. EVOLUTION ET PERSPECTIVES

- Ouverture du marché japonais

En date du 13 juin 2013, le Groupe a signé un partenariat de distribution exclusif pour le Cellvizio au Japon avec AMCO Inc. pour une durée de 5 ans. Cet accord constitue le franchissement d'une étape clé vers l'obtention de l'autorisation de commercialisation sur le deuxième marché le plus important au monde en dispositifs endoscopiques, après les Etats-Unis.

- Expansion mondiale du réseau de distribution du Cellvizio en recherche pré-clinique

Le Groupe a conclu plusieurs contrats de distribution dédiés à son modèle LAB (recherche pré-clinique), permettant de poursuivre, conformément à sa stratégie, l'expansion de son réseau de distribution dans le monde.

Partenariat avec Quorum Technologies sur le marché nord-américain

L'ensemble des partenariats commerciaux conclus par Mauna Kea Technologies s'appuie sur des distributeurs de premier plan sur leurs territoires respectifs, à l'image de Quorum Technologies Inc., leader nord-américain dans le domaine de la microscopie confocale et des techniques avancées d'imagerie des cellules vivantes. Quorum Technologies Inc. distribuera aux laboratoires de recherche aux Etats-Unis et en exclusivité au Canada la gamme complète des systèmes et des produits Cellvizio LAB, comprenant notamment le Cellvizio Dual Band qui permet d'obtenir en temps réel des informations structurales et fonctionnelles en plusieurs couleurs sur des tissus vivants, in situ.

L'utilisation de la biopsie optique en recherche pré-clinique, grâce à la plateforme Cellvizio, permet une meilleure compréhension des processus physiologiques et patho-physiologiques et in fine le développement de nouvelles thérapies.

Couverture de nouveaux marchés à fort potentiel

Grâce aux partenariats commerciaux conclus avec CS Biotech à Taiwan, Crisel Instruments en Italie, Biotech Europe en Europe Centrale et Orientale et Merkel Technologies en Israël, Mauna Kea Technologies intensifie sa présence sur de nouveaux marchés à fort potentiel de croissance.

Au total, Mauna Kea Technologies proposera sa gamme Cellvizio LAB aux établissements de recherche dans plus de 25 pays, contre moins d'une dizaine de pays jusqu'alors.

4. ÉVÉNEMENTS SURVENUS DEPUIS LA CLÔTURE DU SEMESTRE

En date du 29 juillet 2013, le litige avec la société Anticancer Inc. est terminé. La Cour Fédérale du district sud de Californie a rendu une ordonnance rejetant toute réclamation pour contrefaçon de brevet précédemment revendiqué par AntiCancer Inc. contre Mauna Kea Technologies.

5. RISQUES ET INCERTITUDES - TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Les risques relatifs à la société sont précisés dans le chapitre 4 « Facteurs de risques » du document de base la société.

Les relations avec les parties liées, font l'objet de la note 21 des comptes semestriels 2013.

Mauna Kea Technologies
30 juin 2013



Mauna Kea Technologies

Société anonyme au capital de 550 523 euros
Siège social : 9 rue d'Enghien
75010 Paris
431 268 028 R.C.S. Paris

Comptes consolidés selon les normes IFRS au 30 juin 2013

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE
(Montants en milliers d'euros)

	<u>Note</u>	<u>30/06/2013</u>	<u>31/12/2012</u>
ACTIF			
Actifs non-courants			
Immobilisations incorporelles	3	3 367	3 163
Immobilisations corporelles	4	550	571
Actifs financiers non-courants		69	73
Total des actifs non-courants		3 987	3 807
Actifs courants			
Stocks et en-cours	5	2 278	1 936
Clients et comptes rattachés	6	3 161	3 324
Autres actifs courants	6	2 409	2 143
Actifs financiers courants	7	110	211
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8	31 527	37 638
Total des actifs courants		39 485	45 251
TOTAL DEL'ACTIF		43 473	49 058

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE
(Montants en milliers d'euros)

	<u>Note</u>	<u>30/06/2013</u>	<u>31/12/2012</u>
PASSIF			
Capitaux propres			
Capital social	9	551	542
Primes liées au capital	9	57 363	56 805
Réserves		(16 898)	(4 054)
Réserves de conversion		(60)	(76)
Résultat consolidé, part du groupe		(6 612)	(13 056)
Total des capitaux propres		34 343	40 162
Passifs non-courants			
Dettes à long terme	10	3 076	2 362
Provisions non courantes	11	500	481
Total des passifs non-courants		3 576	2 843
Passifs courants			
Emprunts et dettes financières à court terme	10	656	756
Fournisseurs et comptes rattachés		1 992	2 178
Autres passifs courants	12	2 906	3 119
Total des passifs courants		5 554	6 053
TOTAL DU PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		43 473	49 058

ETAT DU RESULTAT GLOBAL
(Montants en milliers d'euros)

	Note	Au 30 Juin	
		2013	2012
Produits opérationnels			
Chiffre d'affaires	13	4 320	3 519
Autres revenus	13	271	719
Total des produits		4 591	4 238
Charges opérationnelles			
Coût des produits vendus		(1 236)	(1 122)
<i>Taux de marge brute</i>		71%	68%
Recherche & Développement	15	(1 859)	(1 297)
Ventes & Marketing	15	(5 854)	(5 976)
Frais Généraux	15	(1 955)	(1 916)
Paieement fondé sur des actions	9	(286)	(800)
Total des charges		(11 191)	(11 111)
Résultat opérationnel		(6 600)	(6 873)
Produits financiers	16	42	60
Charges financières	16	(53)	(126)
Résultat courant avant impôt		(6 612)	(6 939)
Charge d'impôt	17	(1)	(1)
Résultat net		(6 612)	(6 940)
Autres éléments du résultat global			
<i>Eléments qui ne seront pas reclassés en résultat net</i>			
Ecart actuariels sur les régimes à prestations définies			
Total des éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net			
<i>Eléments qui seront reclassés ultérieurement en résultat net</i>			
Ecart de conversion sur entités étrangères			
Total des éléments qui seront reclassés ultérieurement en résultat net			
Autres éléments du résultat global de l'exercice, net d'impôts			
Résultat global		(6 597)	(6 879)
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en milliers)			
		13 678	13 419
Résultat net par actions (€/action)		(0,48)	(0,52)
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles (en milliers)			
	19	15 300	15 205

Mauna Kea Technologies
30 juin 2013

ETAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES
(Montants en milliers d'euros)

		Capital	Primes	Titres auto-détenus	Réserves consolidées	Réserves de conversion	Résultat consolidé, part du groupe	Total des capitaux propres consolidés
Capitaux propres au	31/12/2011	536	56 190	(73)	2 886	(55)	(7 909)	51 575
Affectation du résultat					(7 909)		7 909	
Opérations sur le capital		2	209					211
Paiements fondés sur des actions					880			880
Opérations sur les actions propres				(122)	(7)			(129)
Résultat global au	30/06/2012					61	(6 940)	(6 879)
Capitaux propres au	30/06/2012	538	56 399	(195)	(4 150)	6	(6 940)	45 657

ETAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES
(Montants en milliers d'euros)

		Capital	Primes	Titres auto-détenus	Réserves consolidées	Réserves de conversion	Résultat consolidé, part du groupe	Total des capitaux propres consolidés
Capitaux propres au	31/12/2012	542	56 805	(184)	(3 869)	(76)	(13 056)	40 162
Affectation du résultat					(13 056)		13 056	
Opérations sur le capital		8	558					566
Paiements fondés sur des actions					313			313
Opérations sur les actions propres				(43)	(58)			(101)
Résultat global au	30/06/2013					16	(6 612)	(6 597)
Capitaux propres au	30/06/2013	551	57 363	(228)	(16 670)	(60)	(6 612)	34 343

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

(Montants en milliers d'euros)

	Note	Au 30 Juin	
		2013	2012
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles			
Résultat net consolidé		(6 612)	(6 940)
Élimination des amortissements et provisions		341	284
Charges et produits calculés liés aux paiements fondés sur des actions	9	286	880
Autres éléments exclus de la capacité d'autofinancement		(37)	19
<i>Produits et charges liés à l'actualisation des avances remboursables</i>	13/16	(37)	23
<i>Charges d'intérêts décaissés</i>		4	
<i>Produits nets des équivalents de trésorerie</i>		(8)	(16)
<i>Autres éléments non monétaires</i>		4	12
Gains et pertes latentes liés aux variations de juste valeur			(24)
Élimination de la charge / produit d'impôt		1	1
Capacité d'autofinancement		(6 021)	(5 781)
Impôts versés		(1)	(1)
Variation du BFR lié à l'activité		(880)	(1 552)
<i>Stocks et en-cours</i>		(321)	(485)
<i>Clients et comptes rattachés</i>		173	(124)
<i>Autres actifs courants</i>		(266)	(394)
<i>Fournisseurs et comptes rattachés</i>		(187)	(759)
<i>Autres passifs courants</i>		(279)	210
Flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles (A)		(6 901)	(7 334)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	3/4	(490)	(577)
Variation des prêts et avances consenties		105	
Autres flux liés aux opérations d'investissement			(21)
Flux nets de trésorerie liés aux activités d'investissement (B)		(384)	(598)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Sommes reçues lors de l'exercice de stocks options	9	566	211
Rachats et revente des actions d'autocontrôle		(101)	(129)
Intérêts financiers nets payés		4	16
<i>Produits des équivalents de trésorerie</i>		8	16
<i>Charges d'intérêts décaissés</i>		(4)	
Autres flux liés aux opérations de financement	10	705	(100)
Flux nets de trésorerie liés aux activités de financement (C)		1 173	(2)
Incidence de la variation des cours des devises (D)		2	11
Variation de trésorerie (A) + (B) + (C) + (D)		(6 110)	(7 923)
Trésorerie d'ouverture	8	37 638	51 347
Trésorerie de clôture	8	31 527	43 424
Variation de trésorerie		(6 110)	(7 923)

NOTES AUX ETATS FINANCIERS

Note 1 : Méthode et principes comptables	12
Note 2 : Société et périmètre	13
Note 3 : Immobilisations incorporelles	14
Note 4 : Immobilisations corporelles	14
Note 5 : Stocks et en-cours.....	15
Note 6 : Créances clients et autres actifs courants	15
Note 7 : Actifs financiers courants	16
Note 8 : Trésorerie, équivalents de trésorerie.....	16
Note 9 : Capital	16
Note 10 : Emprunts et dettes financières.....	18
Note 11 : Provisions non courantes.....	18
Note 12 : Autres passifs courants	18
Note 12bis : Instruments financiers inscrits au bilan.....	19
Note 13 : Chiffre d'affaires et produits opérationnels.....	20
Note 14 : Charges de personnel.....	21
Note 15 : Charges externes.....	21
Note 16 : Produits et charges financiers	22
Note 17 : Charges d'impôt	22
Note 18 : Engagements	22
Note 19 : Résultat par action	22
Note 20 : Gestion des risques financiers	23
Note 21 : Relations avec les parties liées	23
Note 22 : Evénements postérieurs à la clôture	23

Note 1 : Méthode et principes comptables

1.1 Principes d'établissement des comptes du Groupe

Les états financiers sont présentés en milliers d'euros.

Les états financiers consolidés résumés du premier semestre 2013, arrêtés par le Conseil d'administration du 30 août 2013, ont été préparés en conformité avec la norme internationale d'information financière IAS 34 « Information financière intermédiaire ».

L'hypothèse de continuité d'exploitation a été retenue par le Conseil d'administration compte tenu de la trésorerie disponible au 30 juin 2013, qui s'élève à 31,5 millions d'euros et permet de couvrir les besoins futurs de la société.

S'agissant de comptes résumés, les états financiers consolidés semestriels n'incluent pas l'intégralité des informations financières requises pour des états financiers annuels complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe pour l'exercice clos au 31 décembre 2012 et sous réserve des particularités propres à l'établissement des comptes intermédiaires décrites ci-après.

1.2 Principales méthodes comptables

Hormis les particularités propres à l'établissement des comptes intermédiaires énoncées en Note 1.3 – Modalités d'établissement des comptes semestriels, les principales méthodes comptables retenues sont identiques à celles utilisées pour la préparation des comptes consolidés pour l'exercice clos au 31 décembre 2012, à l'exception de l'application des normes, amendements de normes et interprétations suivants, adoptés par l'Union Européenne et d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013 :

- Amendement à IAS 12 « Impôt différé : Recouvrement des actifs sous-jacents » ;
- Amendement à IFRS 7 « Information à fournir sur la compensation des actifs/passifs financiers » ;
- IFRS 13 « Evaluation de la juste valeur » ;
- les améliorations annuelles des IFRS : cycle 2009-2011.

Par ailleurs, la Société n'a pas appliqué de façon anticipée les autres normes, amendements, révisions et interprétations de normes publiés dont l'application ne sera obligatoire qu'au titre des exercices ouverts postérieurement au 1^{er} janvier 2013. Il s'agit des normes, amendements, révisions et interprétations de normes suivants :

- IFRS 10, « Etats financiers consolidés », applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014,
- IFRS 11, « Partenariats », applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014,
- IFRS 12, « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités », applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014,
- IAS 27 révisée, « Etats financiers individuels », applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014,
- IAS 28 révisée, « Participations dans des entreprises associées et des co-entreprises », applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2014,
- Amendement IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12, « modalité de transition, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er juillet 2014,
- Amendement IAS 32, « Compensation des actifs et passifs financiers », applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014,

La Société n'a également pas appliqué de façon anticipée les normes, amendements, révisions et interprétations de normes publiés et non endossés par l'Union Européenne :

- l'IFRS 9 « Instruments financiers » ;
- les amendements à IFRS 10, 12 et IAS 27 « Entités d'investissements » ;
- l'amendement à IAS 36 « Information à fournir relative à la valeur recouvrable des actifs non financiers » ;
- l'amendement à IAS 39 « Novation de dérivés et maintien de la comptabilité de couverture » ;
- l'IFRIC 21 « Taxes prélevées par une autorité publique ».

La direction prévoit que l'application de ces normes n'aura pas d'impact significatif sur les états financiers consolidés.

1.3 Modalités d'établissement des comptes semestriels

1.3.1 Impôts

La charge d'impôt du semestre est calculée pour chaque pays sur la base d'un taux moyen effectif estimé calculé sur une base annuelle et appliqué au résultat semestriel avant impôts du pays. Cette estimation tient compte le cas échéant de l'utilisation et de l'activation ou non de déficits reportables.

1.3.2 Tests de perte de valeur

En l'absence d'indices de perte de valeur au 30 juin 2013, et conformément aux dispositions d'IAS 36, le Groupe n'a pas effectué de test de perte de valeur sur les immobilisations corporelles et incorporelles.

1.3.3 Hypothèses actuarielles

Les hypothèses actuarielles retenues dans le cadre du calcul des indemnités de départ en retraite n'ont pas significativement évoluées entre le 31 décembre 2011 et le 30 juin 2012 d'une part et entre le 31 décembre 2012 et le 30 juin 2013 d'autre part. En conséquence, les hypothèses actuarielles utilisées dans le calcul des engagements de retraite au 30 juin 2012 et au 30 juin 2013 correspondent à celles qui avaient été retenues au 31 décembre 2011 et au 31 décembre 2012 respectivement.

Note 2 : Société et périmètre

Créée en mai 2000, Mauna Kea Technologies SA (« la Société ») développe et commercialise des dispositifs médicaux, notamment des instruments d'optique en imagerie médicale.

Dans le cadre de son développement aux Etats-Unis, la Société a créé Mauna Kea Technologies Inc. le 3 janvier 2005.

Sociétés	30/06/2013		31/12/2012		Méthode de consolidation
	% d'intérêts	% de contrôle	% d'intérêts	% de contrôle	
Mauna Kea Technologies SA (1)	100%	100%	100%	100%	Intégration globale
Mauna Kea Technologies Inc	100%	100%	100%	100%	Intégration globale

(1) Société mère du Groupe

Aucune variation de périmètre n'a eu lieu sur l'exercice.

Note 3 : Immobilisations incorporelles

Les mouvements d'immobilisations incorporelles s'analysent comme suit :

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

(Montants en milliers d'euros)

	31/12/2012	Augmentation	Diminution / Mise au rebut	Reclassements	30/06/2013
Frais de développement	2 313				2 313
Brevets, licences et marques	1 046	20		35	1 101
Logiciels	204	40	(11)	114	348
Frais de développement en cours	390	280			670
Brevets, licences et marques en cours	539	71		(35)	576
Autres immobilisations incorporelles en cours	114			(114)	
Total brut des immobilisations incorporelles	4 607	411	(11)		5 007
Amort. / dép. des frais de développement	(1 052)	(140)			(1 192)
Amort. / dép. des brevets, licences et marques	(292)	(37)			(328)
Amort. / dép. des logiciels	(100)	(30)	11		(119)
Total amort. / dép. des immobilisations incorporelles	(1 444)	(207)	11		(1 640)
Total net des immobilisations incorporelles	3 163	204			3 367

Les principaux projets dont les coûts de développement ont été activés sur la période concernent les Cellvizio Dual BAND de Deuxième Génération, Cellvizio Software 2.2 et la sonde Urologie.

VARIATION DES FRAIS DE DEVELOPPEMENT

(PART ACTIVEE)

(Montants en milliers d'euros)

	30/06/2013	31/12/2012
Coûts externes	36	118
Charges de personnel	312	416
Crédit d'impôt recherche	(93)	(125)
Paiement fondé sur des actions	26	66
Variation brute des frais de développement	280	475
Amortissement des frais de développement	(140)	(293)
Variation nette des frais de développement	140	182

Note 4 : Immobilisations corporelles

Les mouvements d'immobilisations corporelles s'analysent comme suit :

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

(Montants en milliers d'euros)

	31/12/2012	Augmentation	Diminution / Mise au rebut	Ecart de change	Reclassements	30/06/2013
Matériel de laboratoire	1 032	33	(52)		(23)	989
Agencements des constructions	50	1				51
Autres immobilisations corporelles *	636	71	(12)	1		695
Total brut des immobilisations corporelles	1 718	105	(65)	1	(23)	1 735
Amort. / dép. du matériel de laboratoire	(754)	(60)	52		16	(747)
Amort. / dép. des agencements des constructions	(18)	(3)				(21)
Amort. / dép. des autres immobilisations corporelles *	(375)	(55)	12			(417)
Total amort. / dép. des immobilisations corporelles	(1 147)	(118)	65	(1)	16	(1 185)
Total net des immobilisations corporelles	571	(14)			(7)	550

* Les autres immobilisations corporelles comprennent le matériel informatique pour une valeur brute de 465 K€ et des amortissements de 297 K€ au 30 juin 2013.

Sur l'exercice, un matériel de démonstration d'une valeur nette de 7 K€ a été reclassé en stock préalablement à sa vente.

Note 5 : Stocks et en-cours

Le poste stocks et en-cours s'analyse comme suit :

STOCKS ET EN-COURS		
(Montants en milliers d'euros)		
	30/06/2013	31/12/2012
Stocks de matières premières	840	936
Stocks et en-cours de produits finis	1 502	1 074
Total brut des stocks et en-cours	2 342	2 010
Dép. des stocks de matières premières	(61)	(75)
Dép. des stocks et en-cours de produits finis	(3)	
Total dép. des stocks et en-cours	(64)	(75)
Total net des stocks et en-cours	2 278	1 936

Note 6 : Créances clients et autres actifs courants

6.1 Clients et comptes rattachés

CLIENTS ET COMPTES RATTACHES		
(Montants en milliers d'euros)		
	30/06/2013	31/12/2012
Clients et comptes rattachés	3 248	3 324
Dépréciation des clients et comptes rattachés	(87)	
Total net des clients et comptes rattachés	3 161	3 324

Le montant des créances clients non échues non dépréciées au 30/06/2013 s'élève à 851 K€.

6.2 Autres actifs courants

Le poste autres actifs courants s'analyse comme suit :

AUTRES ACTIFS COURANTS		
(Montants en milliers d'euros)		
	30/06/2013	31/12/2012
Personnel et compte rattachés	78	43
Crédit d'impôt recherche	1 361	1 100
Autres créances fiscales	210	367
Autres créances	546	557
Charges constatées d'avance	214	76
Total brut des autres actifs courants	2 409	2 143
Dép. des autres créances		
Total net des autres actifs courants	2 409	2 143

Les autres créances fiscales sont principalement relatives à la TVA déductible pour 88 K€, au remboursement de TVA demandé pour 95 K€ et au crédit d'impôt compétitivité emploi pour 24 K€.

Les autres créances comprennent des subventions publiques à recevoir pour 198 K€ et des acomptes fournisseurs pour 266 K€.

L'évolution du crédit d'impôt recherche se présente comme suit :

EVOLUTION DE LA CREANCE DE CREDIT D'IMPOT RECHERCHE					
(Montants en milliers d'euros)					
	31/12/2012	Produit d'exploitation	Paiement reçu	Part activée	30/06/2013
Crédit d'impôt recherche	1 100	168		93	1 361

Le crédit d'impôt recherche estimé au 30 juin 2013 s'élève à 261 K€ contre 474 K€ au 30 juin 2012, cette baisse s'explique par le versement au cours du semestre d'une avance remboursable pour le projet Persée pour un montant de 685 K€, qui vient minorer le montant du crédit impôt recherche de la période à hauteur de 205 K€.

Note 7 : Actifs financiers courants

Le compte titre ouvert dans le cadre du contrat de liquidité de la Société est domicilié auprès de Gilbert Dupont.

Pour la mise en œuvre de ce contrat, le montant total confié s'élève à 350 K€.

Le montant non investi en actions propres de la Société au 30 juin 2013 s'élève à 110 K€.

Note 8 : Trésorerie, équivalents de trésorerie

Le poste trésorerie et équivalents de trésorerie s'analyse comme suit :

TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

(Montants en milliers d'euros)

	30/06/2013	31/12/2012
Dépôts bancaires à court terme	528	721
OPCVM monétaires	31 000	36 917
Comptes à terme		
Total de la trésorerie et équivalents de trésorerie	31 527	37 638
Dont plus-values latentes	16	16

Note 9 : Capital

9.1 Capital émis

Le capital social est fixé à la somme de cinq cent cinquante mille cinq cent vingt-trois euros et vingt-huit centimes (550 523,28€). Il est divisé en 13 763 082 actions entièrement souscrites et libérées d'un montant nominal de 0,04 €.

Ce nombre s'entend hors « Bons de Souscription d'Actions » (BSA), « Bons de Souscription de Parts de Créateur d'Entreprise » (BSPCE) et options de souscription octroyés à certains investisseurs et à certaines personnes physiques, salariées ou non de la Société.

Le tableau ci-dessous présente l'historique du capital de la Société depuis le 31 décembre 2012 :

Date	Nature opération		Nombre d'actions		
			Capital (en K€)	Prime d'émission (en K€)	composant le capital (en milliers)
		Total	542	56 805	13 562
04/02/2013	Exercice de BSPCE		5	256	114
05/02/2013	Exercice de stock-options		1	50	13
01/03/2013	Exercice de BSPCE		1	111	34
05/03/2013	Exercice de stock-options		1	57	14
30/06/2013	Exercice de BSPCE		1	85	27
		Total	551	57 363	13 763

9.2 Bons de souscription, options de souscription d'actions et stock-options

La Société a émis des «Bons de Souscription d'Actions » (BSA) représentatifs d'une rémunération, des bons de souscription d'actions destinées à ses salariés ("BSPCE" et autres) ainsi que des options de souscription d'actions dont l'évolution depuis le 31 décembre 2012 se présente comme suit :

Type	Date d'Octroi	Prix d'exercice	Cours	En cours au				En cours au 30.06.2013	Nb d'actions potentielles
				31.12.2012	Créés	Exercés	Annulés		
Options octroyées avant le 1er janvier 2013				5 245 260		805 344	384 756	4 055 160	1 452 165
BSPCE 2013	07/05/2013	10,28	10,83		63 000			63 000	63 000
			Total	5 245 260	63 000	805 344	384 756	4 118 160	1 515 165

Le nombre de bons annulés comprend 216 504 bons entrant dans le calcul de la charge des paiements fondés sur des actions.

Suite au regroupement de 4 actions anciennes pour 1 nouvelle au 25 mai 2011 il faut désormais 4 BSA, BSPCE ou SO pour souscrire 1 action pour les bons dont la date d'octroi est antérieure à cette date. Pour les bons et options dont la date d'octroi est postérieure, la parité est de 1 bon pour 1 action.

Le règlement des options se fait en actions.

**DETAIL DU RETRAITEMENT DES
PAIEMENTS FONDES SUR DES ACTIONS**
(Montants en milliers d'euros)

	Au 30 Juin	
	2013	2012
Paiements fondés sur des actions (part activée)	26	80
Paiements fondés sur des actions (charge de l'exercice)	286	800
	313	880

La variation de la charge des paiements fondés sur des actions s'explique principalement par l'annulation de 105 000 bons sur les plans de stock-options et BSPCE du 05 décembre 2011.

9.3 Actions détenues au 30 juin 2013

L'assemblée générale mixte de la Société réunie le 19 juin 2013 a autorisé, pour une durée de dix-huit mois à compter de l'assemblée, le Conseil d'administration à mettre en œuvre, en une ou plusieurs fois, un programme de rachat des actions de la Société dans le cadre des dispositions de l'article L. 225-209 du code de commerce et conformément au Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) dans les conditions décrites ci-dessous :

Nombre maximum d'actions pouvant être achetées : 10% du nombre total d'actions à la date du rachat des actions. Lorsque les actions sont acquises dans le but de favoriser l'animation et la liquidité des titres, le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de la limite de 10 % prévue ci-dessus correspond au nombre d'actions achetées, déduction faite du nombre d'actions revendues pendant la durée de l'autorisation.

Objectifs des rachats d'actions :

- assurer la liquidité des actions de la Société dans le cadre d'un contrat de liquidité à conclure avec un prestataire de services d'investissement, conforme à la charte de déontologie reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers ;
- honorer des obligations liées à des programmes d'options d'achat d'actions, d'attributions gratuites d'actions, d'épargne salariale ou autres allocations d'actions aux salariés et dirigeants de la Société ou des sociétés qui lui sont liées ;
- remettre des actions à l'occasion de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital ;
- acheter des actions pour conservation et remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe ; ou
- annuler tout ou partie des actions ainsi rachetées.

Prix d'achat maximum : 30 € par action hors frais et commissions, avec un plafond global de 5 000 000 €.

Il est précisé que le nombre d'actions acquises par la Société en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport ne peut excéder 5% de son capital.

Au 30 juin 2013, la Société détenait 23 337 actions Mauna Kea Technologies acquises au prix moyen de 9,75 € et valorisées à 215 867 € soit un résultat négatif de 11 669 € comptabilisé en réserves consolidées.

Note 10 : Emprunts et dettes financières

Les mouvements de dettes financières s'analysent comme suit :

EVOLUTION DES DETTES FINANCIERES

(Montants en milliers d'euros)

	31/12/2012	Encaissement	Remboursement	Reclassements	Autres	30/06/2013
Avances remboursables	3 088	825	(120)	(52)	(13)	3 727
Subventions	24				(24)	
Autres	5					5
Total des dettes financières	3 117	825	(120)	(52)	(37)	3 732

Suite à la mise à jour des prévisions de remboursements des avances COFACE, un montant de 95 K€ a été reclassé des emprunts et dettes financières à court terme vers les dettes à long terme.

La part de subvention des avances remboursables non encore rapportée au compte de résultat au 30 juin 2013 a été reconnue en produits constatés d'avance.

La société a perçu :

- 685 K€ d'avances remboursables relatifs au projet Persée,
- 140 K€ d'avances remboursables suite au dépôt du rapport technique de fin de programme dans le cadre du développement d'un dispositif d'endoscopie multimodale appliqué au diagnostic médical.

Note 11 : Provisions non courantes

PROVISIONS NON COURANTES

(Montants en milliers d'euros)

	31/12/2012	Dotations	Reprises non utilisées	Reprises utilisées	Autres	30/06/2013
Engagements de retraite	174	20	(9)			185
Provisions pour litiges prud'homaux	244				2	246
Provision pour mise à jour logiciel	23					23
Autres provisions pour charges	40	5				46
Total des provisions non courantes	481	25	(9)		2	500

Note 12 : Autres passifs courants

Le poste autres passifs courants s'analyse comme suit :

AUTRES PASSIFS COURANTS

(Montants en milliers d'euros)

	30/06/2013	31/12/2012
Dettes fiscales	116	213
Dettes sociales	2 004	2 145
Autres dettes	102	133
Produits constatés d'avance	684	628
Total des autres passifs courants	2 906	3 119

Les dettes fiscales concernent principalement les taxes assises sur les salaires, sur le chiffre d'affaires et sur la valeur ajoutée.

Les dettes sociales sont relatives essentiellement aux provisions pour congés payés, aux provisions des primes et commissions et aux sommes dues aux organismes sociaux.

Les produits constatés d'avance correspondent pour l'essentiel à des contrats de services de maintenance des systèmes vendus (entre 1 et 3 années de maintenance) ainsi qu'à une année de garantie sur le Cellvizio.

Note 12bis : Instruments financiers inscrits au bilan

**INSTRUMENTS FINANCIERS
INSCRITS AU BILAN**
(Montants en milliers d'euros)

	Au 30 Juin 2013			
	Valeur au bilan	Juste valeur par résultat	Prêts et créances	Dettes au coût amorti
Actif				
Actifs financiers non-courants	69		69	
Clients et comptes rattachés	3 161		3 161	
Autres actifs courants	2 409		2 409	
Actifs financiers courants	110		110	
Equivalents de trésorerie (1)	31 000	31 000		
Trésorerie	528		528	
Total actif	37 277	31 000	6 277	
Passif				
Dettes à long terme	3 076			3 076
Emprunts et dettes financières à court terme	656			656
Fournisseurs et comptes rattachés	1 992			1 992
Autres passifs courants	2 906			2 906
Total passif	8 630			8 630
	Au 31 décembre 2012			
	Valeur au bilan	Juste valeur par résultat	Prêts et créances	Dettes au coût amorti
Actif				
Actifs financiers non-courants	73		73	
Clients et comptes rattachés	3 324		3 324	
Autres actifs courants	2 143		2 143	
Actifs financiers courants	211		211	
Equivalents de trésorerie (1)	36 917	36 917		
Trésorerie	721		721	
Total actif	43 388	36 917	6 472	
Passif				
Dettes à long terme	2 362			2 362
Emprunts et dettes financières à court terme	756			756
Fournisseurs et comptes rattachés	2 178			2 178
Autres passifs courants	3 119			3 119
Total passif	8 415			8 415

(1) L'évaluation de la juste valeur de ces actifs financiers à la juste valeur par résultat se réfère à un marché actif (catégorie de niveau 1 selon IFRS 7).

Note 13 : Chiffre d'affaires et produits opérationnels

Le chiffre d'affaires et les produits opérationnels se détaillent de la manière suivante :

**CHIFFRE D'AFFAIRES ET
AUTRES PRODUITS DE L'ACTIVITE**

(Montants en milliers d'euros)

	Au 30 Juin	
	2013	2012
Chiffre d'affaires	4 320	3 519
Subventions	13	285
Crédits d'impôt recherche et autres crédits d'impôt	192	391
Part de subvention des avances remboursables	56	28
Autres produits	10	15
Total des produits	4 591	4 238

Le chiffre d'affaires du Groupe est composé de la vente des produits Cellvizio® et accessoires (sondes, softwares, etc.) ainsi que de prestations de services.

Le crédit d'impôt compétitivité emploi est comptabilisé sur la ligne Crédit d'impôt recherche et autres crédits d'impôt.

CHIFFRE D'AFFAIRES PAR NATURE

(Montants en milliers d'euros)

	Au 30 Juin	
	2013	2012
Total ventes "équipements"	2 941	2 447
Total ventes "consommables" (sondes)	1 111	849
Total chiffre d'affaires "services"	268	223
Total du chiffre d'affaires par nature	4 320	3 519

Le chiffre d'affaires par secteur géographique au 30 juin 2013 et 2012 est le suivant :

CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

(Montants en milliers d'euros)

	Au 30 Juin	
	2013	2012
EMEA (Europe, Moyen Orient, Afrique)	891	891
<i>dont France</i>	<i>400</i>	<i>371</i>
Amérique	2 124	2 099
<i>dont Etats-Unis d'Amérique</i>	<i>1 814</i>	<i>2 011</i>
Asie	1 305	529
<i>dont Chine</i>	<i>691</i>	
Total chiffre d'affaires par zone géographique	4 320	3 519

Pour les besoins de l'analyse géographique, la direction du Groupe alloue le chiffre d'affaires selon le lieu de la livraison des produits ou, en cas de prestations de services, en fonction de la localisation du siège social du client.

Au 30 juin 2013, un distributeur représente 16% du chiffre d'affaires consolidé.

Au 30 juin 2012, aucun client du Groupe ne représentait plus de 10% du chiffre d'affaires consolidé.

Note 14 : Charges de personnel

Le Groupe emploie 113 personnes au 30 juin 2013, contre 107 au 30 juin 2012.

Les frais de personnel s'analysent comme suit :

CHARGES DU PERSONNEL (Montants en milliers d'euros)

	Au 30 Juin	
	2013	2012
Frais de personnel	5 711	5 666
Charges sur engagements de retraite	11	29
Paiement fondé sur des actions	286	800
Total charges du personnel	6 009	6 495

Note 15 : Charges externes

15.1 Département Recherche & Développement

RECHERCHE & DEVELOPPEMENT (Montants en milliers d'euros)

	Au 30 Juin	
	2013	2012
Achats consommés	14	87
Charges de personnel	1 155	862
Charges externes	479	165
Variations nettes aux amortissements et dépréciations	211	184
Total Recherche & Développement	1 859	1 297

15.2 Département Ventes & Marketing

VENTES & MARKETING (Montants en milliers d'euros)

	Au 30 Juin	
	2013	2012
Achats consommés	33	127
Charges de personnel	3 222	3 805
Charges externes	2 470	2 017
Variations nettes aux amortissements et dépréciations	130	27
Total Ventes & Marketing	5 854	5 976

15.3 Département Frais Généraux

FRAIS GENERAUX (Montants en milliers d'euros)

	Au 30 Juin	
	2013	2012
Achats consommés	29	22
Charges de personnel	1 123	862
Charges externes	694	886
Impôts et taxes	46	115
Variations nettes aux amortissements et dépréciations	62	30
Total Frais Généraux	1 955	1 916

Note 16 : Produits et charges financiers

Les produits et charges financiers s'analysent comme suit :

PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS

(Montants en milliers d'euros)

	Au 30 Juin	
	2013	2012
Revenus des actifs financiers courants		24
Gains de change	33	19
Revenus des équivalents de trésorerie	8	16
Autres produits financiers		1
Total des produits financiers	42	60
Pertes de change	(30)	(75)
Pertes sur équivalents de trésorerie	(4)	
Charges d'actualisation	(18)	(52)
Total des charges financières	(53)	(126)
Total des produits et charges financiers	(11)	(67)

Note 17 : Charges d'impôt

Le Groupe, comme au 31 décembre 2012, n'active pas ses déficits fiscaux. La charge d'impôt porte sur l'impôt minimum dont est redevable la filiale aux Etats-Unis comptabilisé selon les principes énoncés dans la note 1.3.1.

Note 18 : Engagements

Les engagements au 30 juin 2013 sont les suivants :

Obligations au titre des contrats de location simple

- Les obligations au titre des contrats de location simple s'élèvent à 195 K€ à moins d'un an et 347 K€ à plus d'un an. L'augmentation de ces engagements par rapport au 31 décembre 2012 s'explique par le nouveau bail signé par MKT Inc à compter du 01/02/13 jusqu'au 28/02/2015 au 1325 Satellite Boulevard, Unit 108, Suwanee, GA, 30024, Etats-Unis.

Obligations au titre d'autres contrats

- Les engagements relatifs aux fournisseurs s'élèvent à 893 K€ pour la part à moins d'un an et à 496 K€ pour la part de un à cinq ans. L'augmentation de ces engagements s'explique par la signature de contrats d'approvisionnement avec les fournisseurs des matières premières entrant dans la fabrication de Cellvizios et des sondes.

- La Société s'est engagée à participer aux actions de la Fondation San T Dige pour un montant total de 25 K€ à raison de 5 K€ par an de 2013 à 2017. Au 30 juin 2013, une provision de 2,5 K€ a été constatée. Cette fondation a pour vocation le développement de la recherche dans le domaine de l'hépatogastroentérologie.

Les autres obligations de la Société n'ont pas évolué de façon significative sur le semestre écoulé.

Note 19 : Résultat par action

Les instruments donnant droit au capital de façon différée (BSA, BSPCE ou options de souscription d'actions) sont considérés comme antidilutifs car ils induisent une augmentation du résultat par action. Ainsi, le résultat dilué par action est identique au résultat de base par action.

Note 20 : Gestion des risques financiers

La gestion des risques n'a pas été modifiée de façon significative sur le semestre écoulé.

Note 21 : Relations avec les parties liées

Les charges présentées ci-après, relatives aux parties liées de la Société, ont été comptabilisées en charges au cours des exercices présentés :

RELATIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

(Montants en milliers d'euros)

	Au 30 Juin	
	2013	2012
Salaires et traitements	204	183
Jetons de présence	31	4
Paiements fondés sur des actions	3	18

Note 22 : Evénements postérieurs à la clôture

En date du 29 juillet 2013, le litige avec la société Anticancer Inc. est terminé. La Cour Fédérale du district sud de Californie a rendu une ordonnance rejetant toute réclamation pour contrefaçon de brevet précédemment revendiqué par AntiCancer Inc. contre Mauna Kea Technologies.

COFIDEC

ERNST & YOUNG et Autres

Mauna Kea Technologies

**Rapport des commissaires aux comptes
sur l'information financière semestrielle**

COFIDEC

155, boulevard Haussmann
75008 Paris
S.A.R.L. au capital de € 32.800

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Paris

ERNST & YOUNG et Autres

1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie – Paris – La Défense 1
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Mauna Kea Technologies

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2013

**Rapport des commissaires aux comptes
sur l'information financière semestrielle**

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Mauna Kea Technologies, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris et Paris-La Défense, le 30 août 2013

Les Commissaires aux Comptes

COFIDEC

ERNST & YOUNG et Autres

Thibault Faure

Denis Thibon

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL
(Art. 222-3 - 4° du Règlement Général de l'AMF)

J'atteste à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables (normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne pour les comptes consolidés) et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Alexandre Loiseau

Directeur Général